

AMNESTY INTERNATIONAL

Annnonce à l'attention des médias

Index AI : AMR 25/003/2007 (Public)
Bulletin n° : 018
ÉFAI
29 janvier 2007

Cuba. Inquiétudes d'Amnesty International pour les droits humains

Depuis quarante ans, Amnesty International fait campagne contre les atteintes aux droits humains perpétrées par le gouvernement cubain ; l'organisation s'est élevée, en particulier, contre l'emprisonnement de dissidents politiques et de journalistes, victimes des sévères restrictions imposées à la liberté d'expression, d'association et de réunion.

Amnesty International s'est également inquiétée de l'impact négatif de l'embargo économique américain sur les droits humains des Cubains

Liberté d'expression et d'association

Les sévères restrictions imposées à la liberté d'expression et d'association affectent des milliers de gens à travers le pays.

À Cuba, presse écrite et médias audiovisuels sont sous contrôle de l'État. L'accès à Internet reste également très limité en dehors des bureaux du gouvernement et des établissements scolaires.

Dissidents et opposants au régime, journalistes compris, sont fréquemment arrêtés et placés en détention, certains sous l'inculpation de « *dangerosité pré-criminelle* ».

En 2006, on a constaté une hausse des actes de harcèlement et d'intimidation des journalistes indépendants et des bibliothécaires.

De janvier à août 2006, le journaliste Guillermo Fariñas a mené une grève de la faim par intermittence pour obtenir un accès à Internet, sans succès.

Armando Betancourt Reina, journaliste indépendant, a été arrêté le 23 mai 2006 alors qu'il prenait des notes et des photos d'une expulsion dans la ville de Camagüey. Il a été inculpé de troubles à l'ordre public. Armando Betancourt aurait été détenu une semaine au secret dans un poste de police avant d'être transféré à la prison Cerámica Roja de Camagüey le 6 juin 2006.

Prisonniers d'opinion

Au moins 67 prisonniers d'opinion - parmi lesquels des enseignants, des journalistes et des défenseurs des droits humains, détenus pour leur action pacifique - sont actuellement en prison à Cuba, condamnés à l'issue de procès inéquitables qui n'ont respecté aucune des normes internationales d'équité des procès.

Amnesty International étudie actuellement les dossiers de dizaines d'autres prisonniers qui pourraient

également être considérés comme prisonniers d'opinion.

Treize hommes et femmes accomplissent leur peine en dehors de prison pour des raisons médicales.

Un prisonnier d'opinion a recouvré la liberté en 2006.

Orlando Zapata Tamayo, maçon et plombier, avait été arrêté le 20 mars 2003 alors qu'il participait à une grève de la faim à la Fondation Jésus Yáñez Pelletier à La Havane, organisée pour exiger la remise en liberté d'Oscar Biscet et d'autres prisonniers politiques.

Il avait été condamné à trois années d'emprisonnement en 2003 pour « *outrage à la personne de Fidel Castro* », « *trouble à l'ordre public* » et « *résistance* ». En novembre 2005, il a été condamné à quinze années supplémentaires pour « *outrage* » et « *résistance* » en prison. En mai 2006, il a à nouveau été jugé pour les mêmes motifs et condamné à dix-sept années de détention supplémentaires. Il accomplit actuellement une peine de vingt-cinq ans et six mois.

Arrestations arbitraires

Amnesty International reçoit quasi quotidiennement des informations faisant état de l'arrestation de dissidents politiques, journalistes indépendants et critiques du régime, auxquels on reproche des activités dissidentes ou d'avoir écrit sur la situation des droits humains à Cuba et qui sont envoyés en prison en attendant leur procès. Des mois, voire des années s'écoulent parfois avant qu'ils ne soient jugés, d'autres par contre sont jugés et condamnés en quelques jours.

Julio César López Rodríguez, vice-président de *Frente Línea Dura* et directeur d'une bibliothèque indépendante, a été arrêté le 22 juillet 2005 alors qu'il tentait de participer à une manifestation pacifique devant l'ambassade de France. Il milite depuis des années en faveur d'une réforme politique et pour la défense des droits humains et conservait des livres anti-totalitaires dans sa bibliothèque. Il est détenu depuis sans avoir été inculpé ni jugé.

Détention sans inculpation ni jugement

De très nombreuses personnes sont détenues sans avoir été inculpées, parfois même sans avoir été jugées, parce qu'elles sont soupçonnées d'activités anti-révolutionnaires ou ont été arrêtées sur la base d'accusations confuses.

Emilio Leyva Pérez, prisonnier d'opinion, président de *Frente Línea Dura* et délégué de l'Assemblée pour la promotion de la société civile (*Asamblea para promover la sociedad civil*) a été arrêté le 13 juillet 2005 alors qu'il participait à une manifestation pacifique à La Havane. Il est détenu depuis sans avoir été inculpé ni jugé. Il avait déjà été déclaré prisonnier d'opinion lorsqu'il avait été arrêté en février 2002. À l'époque, il avait été détenu sans inculpation ni jugement jusqu'à sa remise en liberté en juin 2004.

Peines inéquitables

Dissidents politiques et critiques du régime sont souvent condamnés pour « *dangerosité sociale* ». Leur arrestation constitue une mesure préventive à leur « *propension à commettre une infraction* » ; la définition s'applique à tout comportement contraire à la « *morale socialiste* », tel que « *l'ivrognerie* », « *la dépendance à la drogue* » ou une « *conduite antisociale* » ; elle est appliquée aux dissidents politiques, journalistes indépendants et critiques du régime. Les personnes jugées pour « *dangerosité* » encourrent jusqu'à quatre années d'emprisonnement et la loi prévoit pour eux un « *traitement thérapeutique* », une « *rééducation* » ou une « *surveillance* » par la police révolutionnaire cubaine.

Alexander Santos Hernández, coordinateur national de *Alianza Democrática Oriental (ADO)*, a été arrêté le 5 juin 2006 et condamné à l'issue d'un procès sommaire à quatre années d'emprisonnement pour « *dangerosité sociale* ».

En novembre 2004, il avait été arrêté et condamné à six mois d'emprisonnement pour

« *désobéissance* », pour avoir collecté des signatures en faveur du projet Varela demandant l'organisation d'un référendum national sur la question des réformes démocratiques.

Harcèlement et intimidation de dissidents et de critiques du régime

Au cours de l'année 2006, on a constaté une augmentation des actes de harcèlement public et d'intimidation des critiques du régime et dissidents politiques par des groupes quasi officiels lors d'opérations dites « de répudiation ».

Les actes de répudiation ou manifestations organisées par des partisans du gouvernement qui s'en prennent à des dissidents politiques ou des critiques du régime sont en hausse. Selon ces derniers, les opérations dites « de répudiation » et les manifestations qui les accompagnent sont organisées avec le concours des autorités. Amnesty International considère que ces actes de répudiation s'apparentent à des actes de torture en raison du stress qu'ils peuvent causer à leurs victimes ou à leurs proches. Des agressions physiques ont également été signalées lors de certains de ces actes de répudiation.

Juan Carlos González Leiva, président de la Fondation cubaine des droits humains, a été la cible de plusieurs opérations de répudiation chez lui à Ciego de Avila. Sa famille et lui-même ont été menacés à plusieurs reprises par des manifestants. Il avait été arrêté en mars 2002 pour « *irrespect* », « *trouble à l'ordre public* », « *résistance* » et « *désobéissance* » et avait passé deux années en prison sans avoir été jugé. En avril 2004, il avait été condamné à une peine de quatre années d'emprisonnement à accomplir à son domicile.

Peine de mort

La peine capitale existe toujours à Cuba pour les infractions les plus graves, telles que les actes de terrorisme. Toutefois, elle n'a été que rarement appliquée au cours de ces dernières années.

La dernière exécution connue remonte à avril 2003 ; trois jeunes hommes avaient été condamnés à mort pour avoir détourné un bateau pour fuir l'île.

D'après les informations dont dispose Amnesty International, il y aurait actuellement une quarantaine de personnes condamnées à mort dans tout Cuba mais leur nombre exact est difficile à évaluer en raison des difficultés rencontrées pour accéder aux tribunaux et aux documents officiels.

Amnesty International considère la peine de mort comme le châtimeut ultime le plus cruel, inhumain et dégradant et s'y oppose en toutes circonstances.

Impact de l'embargo américain

Amnesty International appelle à la levée de l'embargo américain contre Cuba, qui porte indéniablement préjudice aux droits économiques, sociaux et culturels des Cubains. L'embargo a des effets négatifs sur l'alimentation, la santé et l'hygiène et touche plus particulièrement les membres les plus faibles et les plus vulnérables de la société.

Selon l'UNICEF, la quantité de médicaments et de produits médicaux de base disponibles sur Cuba a diminué du fait de l'embargo économique américain. [Voir : *Nécessité de mettre fin à l'embargo économique, commercial et financier imposé par les États-Unis d'Amérique à Cuba*, Rapport du 20 septembre 1995 du secrétaire général des Nations unies à l'Assemblée générale des Nations unies, point 27 de l'agenda provisionnel. Voir <http://www.un.org/documents/ga/docs/50/plenary/a50-401.htm>]

Amnesty International considère également que l'embargo américain a porté atteinte à la liberté de circulation entre Cuba et les États-Unis et limité la possibilité pour les familles de se réunir.